

HISTOIRE ET CONTEXTE

DE LA LUTTE DE BURE - été 2021



DÉCHETS NUCLÉAIRES - CIGEO - LABORATOIRE ANDRA - BURE (MEUSE, NORD EST FRANCE) - CONTESTATIONS - MAISON DE RÉSISTANCE - GARE DE LUMÉVILLE - FINANCEMENTS GIP - ACCAPAREMENT SAFER - JOINVILLE UNITECH NUCLÉARISATION TERRITOIRE - POMA SOUS-TRAITANT - APPELS A ACTIONS DÉCENTRALISÉES - SABOTAGES - OCCUPATIONS BOIS LEJUC - BARRICADES AGRICOLES - RECOURS JURIDIQUES - RÉPRESSION - ASSOCIATION DE MALFAITEURS - DUP - à suivre...

GÉOGRAPHIE D'UN TERRITOIRE NUCLÉARISÉ

Voici une carte du territoire autour de Bure dont la légende suit dans le texte just'après. Il s'agit d'une représentation de la zone, afin de mieux comprendre les différents lieux et les temps forts de la lutte (Laboratoire de l'Andra, ancienne gare de Luméville, bois Lejuc, lutte contre Unitech à Joinville, archives d'Houdelaincourt, GIP,..). La carte, qui est plutôt une interprétation à vue d'oiseau de la réalité, pourra être complétée d'autres documents plus précis, pour une vision plus affinée du territoire. Ce qui nous importait ici, était beaucoup plus la place laissée au texte.

La lutte de Bure étant ancrée depuis près de 25 ans, et afin d'avoir une vision plus complète des dernières années, la deuxième partie de la brochure est une chronologie de la lutte contre Cigéo. Les deux parties vont l'une avec l'autre, mais peuvent aussi se lire indépendamment. C'est la raison pour laquelle des séquences historiques peuvent se redonder de temps en temps (bois Lejuc et 2016-2017, par exemple).

Comme toute mise sur papier d'une perception du territoire et des événements passés, il s'agit là d'une vision subjective (bien que collective), une sorte d'outil, un moyen, mais qui ne doit pas être pris pour argent cash et n'attend que d'être critiqué, confronté à d'autres discours, témoignages.

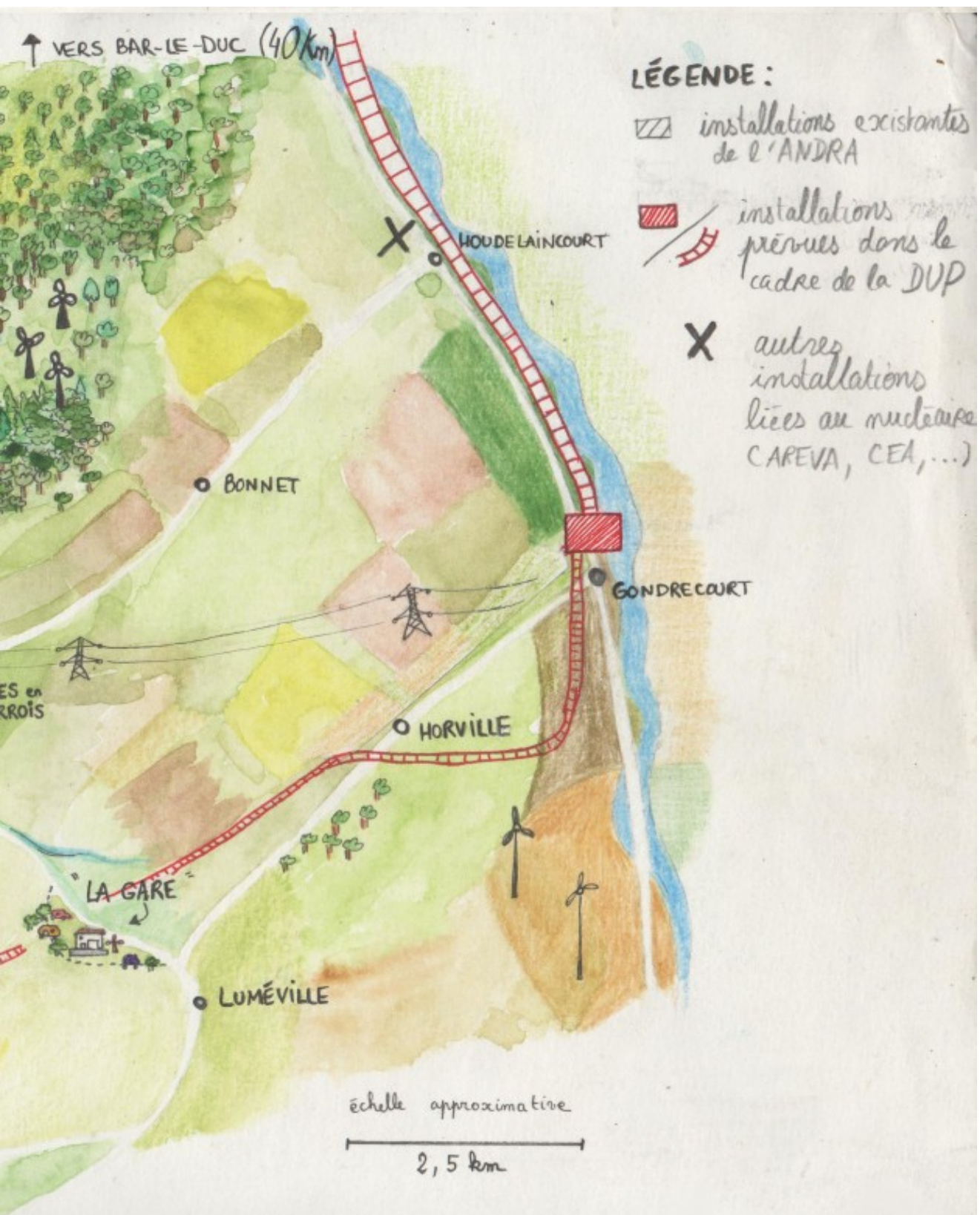
La brochure présente est également disponible en anglais, allemand et italien. Sur ce beau verbiage pompeux, belle lecture (et plus si affinités) contre Cigéo !

bureburebure.info

Sommaire

GÉOGRAPHIE D'UN TERRITOIRE NUCLÉARISÉ.....	2
LE LABORATOIRE DE L'ANDRA.....	6
LA MAISON DE RÉSISTANCE À LA POUBELLE NUCLÉAIRE.....	7
LE BOIS LEJUC.....	8
L'ANCIENNE GARE DE LUMÉVILLE-EN-ORNOIS.....	9
A FRONCLES : POMA, SOUS-TRAITANT DE CIGEO (à 42 km du labo).....	11
A JOINVILLE : UNITECH, UN AUTRE EXEMPLE DE NUCLÉARISATION DU TERRITOIRE (à 22 km du labo).....	12
LES FINANCEMENTS DU GIP.....	13
LA SAFER OU L'ACCAPAREMENT DES TERRES, FORÊTS ET BÂTIMENTS.....	14
CHRONOLOGIE DES LUTTES LOCALES :.....	16
1) 1987-2000 : Où se trouvera le site de stockage que personne ne veut ?.....	16
2) 2000-2014 : Premières années à Bure.....	17
3) 2014-2015 : Bure n'est pas qu'un problème meusien/haut-marnais!.....	18
4) 2016-2017 : occupation du Bois Lejuc et résistances agricoles.....	19
5) 2017-2019 : la répression s'intensifie sur les opposant-es.....	20
6) 2019-aujourd'hui.....	22
7) Les enjeux d'aujourd'hui : 2021 et le risque de l'accélération des travaux.....	23
POUR ALLER PLUS LOIN.....	25





LÉGENDE :

LE LABORATOIRE DE L'ANDRA



En 1998, la Haute-Marne et la Meuse sont retenues pour la construction d'un « laboratoire souterrain de recherches géologiques » gérée par l'Andra (Agence Nationale pour la gestion des Déchets Radioactifs). D'autres départements avaient été pressentis mais de trop nombreuses oppositions ont empêché le projet. La construction du laboratoire débute à Bure en 2000. Les pétitions et manifestations ne faiblissent pas¹. En 2006, l'État valide le stockage souterrain à Bure et charge l'Andra de la conception et de la réalisation du projet Cigéo pour 2025. Le projet a déjà pris plusieurs années de retard. Aujourd'hui, le laboratoire de l'Andra est une vraie petite ville dans la campagne meusienne/haut-marnaise surveillée depuis l'été 2017 par un escadron de gendarmes mobiles postés en permanence à l'intérieur du laboratoire. Le laboratoire contient notamment un puits avec 2 km de galeries test à 500m de profondeur. Cette petite ville se compose également d'un centre technologique, d'un hôtel-restaurant, d'une épicerie, d'une station-essence de l'écothèque, des archives d'EDF.

¹ Voir le film [Tous n'ont pas dit oui](#) d'Alain Riès (2013).

Témoignage de Jean-Pierre, agriculteur en lutte contre Cigéo (avril 2017)² :

« C’était quand même opaque : ils ne disaient pas ce qu’ils voulaient faire... Donc ils ont eu cette idée géniale du labo : dire « on cherche mais on ne stocke pas ». A partir de là, les 2 départements, les conseils généraux, et même l’échelon local au niveau communal, tout le monde les a accueillis à bras ouvert, parce qu’il y avait l’accompagnement financier avec. Ensuite ils ont acquis 100 ha, là où il y a le labo actuel. »

LA MAISON DE RÉSISTANCE À LA POUBELLE NUCLÉAIRE

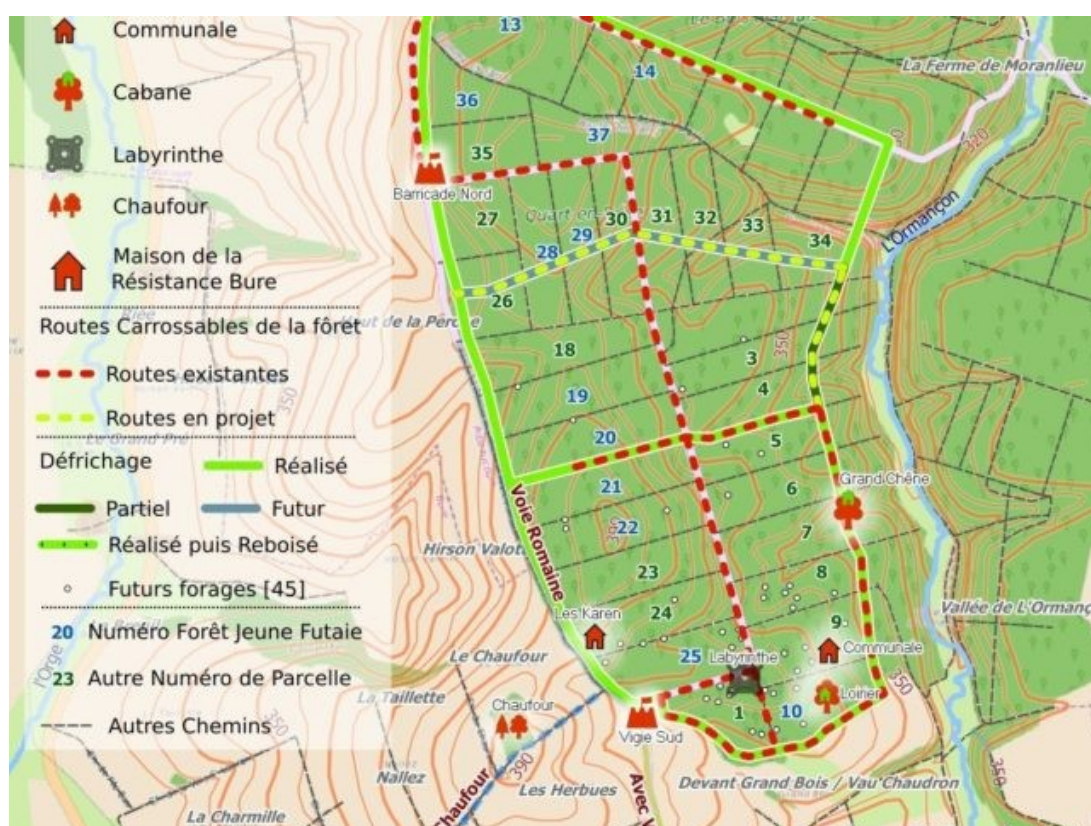


En 2004, des anti-nucléaires de France et d’Allemagne créent l’association Bure Zone Libre (BZL). L’année suivante, ils achètent avec le réseau Sortir Du Nucléaire, un vieux corps de ferme à rénover au cœur de Bure. Cela deviendra la « Maison de Résistance à la poubelle nucléaire ». La maison est un lieu de contre-information sur Cigéo et d’organisation de la lutte. Aujourd’hui, la maison est habitée toute l’année et elle est ouverte à toutes et à tous.

² Brochure disponible sur bureburebure.info/brochures

Pour résister et habiter en territoire rural, une dizaine d'autres lieux collectifs, certains privés d'autres plus collectifs, sont achetés ou loués tout autour de Bure, comme l'*Affranchie*³, à Mandres-en-Barrois – un lieu sans eau courante ni électricité. Une procédure judiciaire de l'Andra, via la SAFER⁴, s'est récemment close, pour essayer de récupérer le bâtiment. Le jugement a donné raison aux 2 propriétaires opposant·es. La vente n'est pas annulée et l'*Affranchie* ne sera pas préemptée (disons pas pour l'instant).

LE BOIS LEJUC



Dans le projet Cigéo, le Bois Lejuc tient une place importante: il doit servir, après défrichage, à accueillir les puits qui « aéreront » les galeries souterraines remplies de déchets radioactifs. En juillet 2015, le Conseil municipal de Mandres-en-Barrois vote favorablement pour l'échange de la forêt communale du Bois Lejuc avec le Bois de la Caisse, propriété de l'Andra. Cela malgré la contestation locale.

3 Plus d'informations : bureburebure.info/laffranchie-menacee/ ; bureburebure.info/victoire-des-opposant-e-s-pour-laffranchie/

4 Société d'Aménagement du Foncier et d'Établissement Rural (voir partie SAFER p.14)

Suite à une plainte pour conflit d'intérêt et vote par bulletin secret non déclaré, ce vote est renouvelé en mai 2017.

À l'été 2016, l'Andra est sur le point d'entreprendre des travaux de défrichage du Bois Lejuc de manière illégale car sans permis préalable. Le « pic-nic interminable » du 19 juin 2016 marque le début de la première occupation. Des clôtures de l'Andra sont abattues à cette occasion. Après 3 semaines d'occupation, la forêt est expulsée à 6h du matin le 7 juillet 2016. Pour empêcher l'accès au Bois Lejuc, l'Andra érige un mur d'enceinte en béton, toujours sans permis de construire. Elle sera condamnée pour ces travaux illégaux. Le 15 août 2016, une manifestation s'élance et, s'apercevant que la forêt est vide de gendarmes, décide d'abattre ce mur. Les semaines qui suivent, la forêt est de nouveau occupée. Pour donner plus d'assises à cette occupation, une procédure juridique remet en cause la propriété légale de l'Andra sur le bois Lejuc. Le 22 février 2018 à 6h du matin, le Bois Lejuc est de nouveau expulsé. La même journée la Maison de Résistance est attaquée par la gendarmerie. En juillet 2019, une réoccupation de 3 jours se fera rapidement expulsée. Depuis, l'accès au bois est interdit et surveillé par des caméras et des patrouilles de gendarmes.

L'ANCIENNE GARE DE LUMÉVILLE-EN-ORNOIS



L'Ancienne Gare de Luméville est un lieu collectif acheté en 2004 par des opposant·es à Cigéo. Ce lieu se trouve sur le tracé de la voie de chemin de fer qui pourraient être rénovée pour acheminer les déchets nucléaires aux galeries souterraines. La première partie serait réhabilitée par la SNCF (sur le tronçon (Nançois-Gondrecourt) et la deuxième par l'Andra (de Gondrecourt à Saudron) ; le tout relié par le dépôt de Gondrecourt, déjà existant mais destiné à être considérablement agrandi. Les communes qui seraient directement impactées par le passage des convois ferroviaires et routiers aux abords de Cigéo sont très nombreuses: Nançois-sur-Ornain, Velaines, Ligny-en-Barrois, Givrauval, Longeaux, Menaucourt, Nantois, Naix-aux-Forges, Saint-Amand-sur-Ornain, Tréveray, Laneuville, Saint-Joire, Demange-aux-Eaux, Baudignecourt, Houdelaincourt, Abainville, Gondrecourt-le-Château, Horville-en-Ornois, Luméville-en-Ornois, Chassey-Beaupré, Cirfontaines-en-Ornois, Guillaumé, Saudron⁵.

Si la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) est validée, l'Andra pourra passer de la corruption et de la négociation, afin d'obtenir les terrains qu'elle veut, à une méthode plus brutale. L'Ancienne Gare de Luméville, ainsi que d'autres propriétés, seront alors menacées d'expropriation d'abord pour délester les routes et permettre l'acheminement des engins et matériaux pour les travaux de Cigéo, et pour finir, laisser passer deux trains *castor*⁶ par semaine pendant 100 ans...

Sur ce lieu de lutte, de nombreux évènements ont été organisés: le camp anti-autoritaire et anti-capitaliste VMC en 2015, des festivals de musique, des rencontres anti-carcérales (la dernière en mars 2020), des évènements queer, des chantiers participatifs, des projections... On trouve également sur le terrain de la Gare l'exposition permanente *Trainstopping*⁷ sur les pratiques de blocage et sabotage du transport ferroviaire dans le contexte du mouvement anti-nucléaire.

5 Plus d'informations à ce sujet dans le guide riverain·es : *Des convois radioactifs à nos portes ?* disponible sur bureburebure.info/brochures

6 *Cask for storage and transport of radioactive material* : conteneur de stockage et de transport du combustible nucléaire ou de déchet radioactif.

7 Présentation de l'exposition *Trainstopping* : bureburebure.info/exposition-trainstopping/ ; Brochure *Trainstopping* bureburebure.info/brochures

A FRONCLES : POMA, SOUS-TRAITANT DE CIGEO (à 42 km du labo)



A Froncles, l'entreprise POMA travaille déjà pour Cigéo. Pour transporter les colis de déchets radioactifs de la surface vers l'installation souterraine de stockage à 500 mètre de profondeur, l'Andra envisage de creuser une descenderie de 12 km de long. En 2014, c'est le groupe isérois POMA qui remporte le marché et signe avec l'Andra un contrat de 68 millions d'euros pour construire un funiculaire. En 2019, POMA s'installe à Froncles en Haute-Marne et démarre la construction d'une maquette à l'échelle 1 du funiculaire. Les essais ont déjà commencé, après l'inauguration du projet en février 2021. Dans la foulée, un appel à actions contre POMA est lancé⁸. Cet appel s'inscrit dans la lignée de l'appel à actions contre les Monstres de Cigéo⁹, les entreprises sous-traitantes au projet Cigéo.

⁸ Plus d'informations sur enfouissons-poma.info/

⁹ Plus d'informations sur lesmonstresdecigeo.noblogs.org/

A JOINVILLE : UNITECH, UN AUTRE EXEMPLE DE NUCLÉARISATION DU TERRITOIRE (à 22 km du labo)



Le projet Cigéo se compose d'une multitude de projets annexes au laboratoire qui suscitent tous des oppositions. Récemment, le projet d'usine de retraitement de déchets radioactifs de faible activité à Gudmont-Villiers par Derichebourg a été annulé devant l'opposition de ses habitants. Depuis bientôt 4 ans, Unitech, un projet de laverie des vêtements du nucléaire à Joinville déclenche des manifestations importantes. EDF a en revanche pu installer discrètement une plateforme d'entreposition de pièces de centrales nucléaires à Velaines. Orano et EDF

ont aussi posé des centres d'archives à Bure et à Houdelaincourt. Le CEA dispose également d'un nouveau bâtiment neuf, à Saudron, qui était d'abord consacré à Syndièse, projet d'usine de biocarburants. Depuis l'annulation du projet en 2016, le bâtiment est pour le moment inutilisé.

Pour mieux vendre le projet Cigéo et faire en sorte que les habitant.es y adhèrent, les autorités et l'industrie nucléaire doivent démontrer qu'elles ne nuisent pas au territoire mais qu'elles œuvrent à le « dynamiser », à l'enrichir financièrement et à créer des emplois. Dans cette optique, des formations ont été ouvertes en CAP et BTS en direction de l'industrie nucléaire dont les facettes sont aussi multiples que les projets qui émaillent le territoire de la Meuse et de la Haute-Marne. Ainsi les promoteurs de Cigéo font miroiter aux entrepreneur·euse·s et élu·es locales tout un cluster de l'industrie nucléaire voué à s'implanter en Meuse et Haute-Marne.

LES FINANCEMENTS DU GIP



En 2000, deux « groupements d'intérêts public » (GIP) ont été créés : un pour la Meuse et un pour la Haute-Marne. L'objectif affiché : développer des coopérations entre collectivités publiques et/ou partenaires privées pour poursuivre des objectifs d'intérêt commun. Fixées à 18 millions par an au départ, les dotations des GIP s'élevaient en 2019 à 30 millions d'euros par an pour chaque département. En tout, plus d'un milliard d'euros a donc été distribué pour acheter les consciences. À cela s'ajoute des enveloppes exceptionnelles comme les 500 millions d'euros du "Projet de développement du territoire" dévoilé, en 2018, au lendemain de l'expulsion du bois Lejuc. Soutenus par les producteurs de déchets nucléaires (EDF, le CEA et Areva-Orano), les GIP doivent permettre de booster l'industrie locale. Ces ressources sont en fait partiellement orientées *«vers le financement d'actions et d'équipements ayant vocation à favoriser l'implantation du projet [Cigéo] dans les territoires de proximité»*, d'après le rapport d'activités 2016 d'EDF et du laboratoire de l'Andra. Arroser les collectivités, les entreprises et

la population pour favoriser l'acceptation sociale du nucléaire et de Cigéo : du jamais vu dans un contexte pré-projet !

Concrètement, ces GIP ont, par exemple, bénéficié à la création en 2007 de la société générale d'archives d'Areva, à Houdelaincourt (Meuse). Des aides ont aussi été versées pour la plateforme EDF de stockage de pièces de rechange pour les 19 centrales à Velaines (Meuse), ou encore pour la base de maintenance de l'outillage des centrales à Saint-Dizier (Haute-Marne). Dans cette unité d'EDF, on reconditionne des éléments utilisés dans les centrales. Un marché prometteur à l'heure du « grand carénage » qui fait reculer l'âge limite des centrales. Nous n'avons pas toutes la même définition de ce qui relève ou non de l'intérêt public...

LA SAFER OU L'ACCAPAREMENT DES TERRES, FORÊTS ET BÂTIMENTS



Par le biais des SAFER (Sociétés d'Aménagement du Foncier et d'Établissement Rural), l'Andra s'est progressivement accaparée plus de 3000 ha de terrains, dont 1000 ha de terres agricoles et 2000 ha de forêts, harcelant de nombreux·ses paysan·nes, augmentant le prix du foncier et compliquant les installations agricoles.

En 2018, la SAFER avait lancé une procédure judiciaire à l'encontre de l'*Affranchie*¹⁰, maison collective à Mandres-en-Barrois détenue par des opposant·es à Cigéo, afin de récupérer le bâtiment. Le jugement en juillet 2021 a donné raison aux 2 propriétaires. La vente n'est pas annulée et l'*Affranchie* ne sera pas préemptée (disons pas pour l'instant).

Le désert agro-industriel de ce territoire facilité le développement de la poubelle nucléaire. Les agriculteur·ices locales sont seul·es, dépendant·es de filières longues, surendetté·es. Iels ont perdu leur autonomie et la protestation devient de plus en plus difficile. Pour faciliter les négociations, l'Andra favorise les restructurations et les agrandissements. Depuis son implantation, l'Andra a fait monter le prix de l'hectare de 5000€ (information d'avril 2017) ! A court terme, c'est une aubaine pour les agriculteur·ices qui peuvent vendre à très bon prix et obtenir en échange des baux précaires sur d'autres terres pour y continuer leur activité. En 2016, on comptait plus de 300 hectares retirés de l'usage agricole et donc privés de leur valeur nourricière.

« Les notaires sont obligés d'informer la SAFER, et à partir du moment où c'est sur le bureau de la SAFER, systématiquement, l'Andra est au courant des dossiers et met la main dessus pour acquérir tout ce qui bouge. Y compris les forêts, pas forcément ce qu'ils ont besoin. [...] Il n'y a pas eu d'expropriation, on est toujours sur de l'amiable, mais avec quand même la pression, l'intimidation. » Entretien avec Jean-Pierre, agriculteur en lutte contre Cigéo (avril 2017)

Malgré tout, des paysan·nes, tel que Jean-Pierre, s'engagent contre Cigéo. Le procès de celui-ci (courant 2017), pour complicité dans la première occupation du Bois Lejuc, a surtout été une stratégie d'intimidation à l'encontre des habitant·es, et tout particulièrement des agriculteur·ices, qui pourraient vouloir faire barrage à Cigéo¹¹.

10 Plus d'informations : bureburebure.info/laffranchie-menacee/ ; bureburebure.info/victoire-des-opposant-e-s-pour-laffranchie/

11 Sur le procès de Jean-Pierre : vmc.bureburebure.info/2017/09/07/le-12-septembre-tou-te-s-a-bar-le-duc-au-proces-de-jean-pierre-et-contre-la-nouvelle-loi-travail/index.html

CHRONOLOGIE DES LUTTES LOCALES :

1) 1987-2000 : Où se trouvera le site de stockage que personne ne veut ?



En 1987, quatre sites pour l'enfouissement des déchets radioactifs sont arbitrairement choisis par le gouvernement : dans l'Ain, l'Aisne, le Maine-et-Loire et les Deux-Sèvres. Les années suivantes, la constitution d'une coordination nationale contre l'enfouissement et des affrontements avec les gendarmes mobiles font échouer le projet des quatre sites. Suite à ces difficultés, une loi est votée en 1991 à l'initiative de Christian Bataille (député PS), qui fixe le cadre des compensations financières arrosant aujourd'hui la Meuse et la Haute-Marne (GIP) et introduisant l'idée d'un « laboratoire souterrain » (cela étant plus acceptable qu'un centre d'enfouissement (bien qu'à terme le but soit d'en faire un centre d'enfouissement)). A ce stade, 5 projets sont retenus: en Meuse, Haute-Marne, Vienne et dans le Gard. D'ailleurs, à ce moment-là, Bure ne fait pas partie des nouveaux sites retenus. Il est donc permis de penser que ce lieu a été choisi après coup non pas pour des raisons géologiques mais stratégiques : peu de population, donc peu de résistance cette fois-ci... Quelques années plus tard, en 1998, la Haute-Marne et la Meuse sont retenues pour la construction d'un « laboratoire souterrain

de recherches géologiques » géré par l'Andra. La construction du laboratoire à Bure débute à partir de 1999-2000.

2) 2000-2014 : Premières années à Bure



En 2000-2001, 2 000 personnes se réunissent à Bure dans un campement face au chantier du laboratoire. La Maison de Résistance de Bure est collectivement achetée par des opposant·es en 2004. Les pétitions et manifestations ne faiblissent pas ces années-là¹². En novembre 2004, Sébastien, militant anti-nucléaire de 22 ans, est mort à Avricourt, en Lorraine, renversé par la locomotive d'un convoi de déchets nucléaires partant vers l'Allemagne¹³. L'État valide pourtant, par la loi du 28 juin 2006, le stockage souterrain à Bure et charge l'Andra de la conception et de la réalisation du projet Cigéo pour 2025 (notons que le projet a déjà pris plusieurs années de retard). Enfin, la participation des opposant·es au Débat Public de 2005

¹² Comme le documente le film *Tous n'ont pas dit oui* d'Alain Riès (2013)

¹³ *Sébastien Briat assassiné par la société nucléaire, le 7 novembre 2004* sur [Rebellyon
rebellyon.info/Sebastien-Briat-assassine-par-la-societe#forum](http://Rebellyon.rebellyon.info/Sebastien-Briat-assassine-par-la-societe#forum)

ayant été ainsi méprisée et narquoisement ignorée par l'Andra, la nouvelle consultation de 2013 sera boycottée par les opposant·es à Cigéo.

3) 2014-2015 : Bure n'est pas qu'un problème meusien/haut-marnais!



En août 2013, le Petit festival contre la grande poubelle nucléaire ainsi qu'une Assemblée Grand T'Est se constituent. L'objectif de cette dernière est de renforcer la mobilisation locale mais aussi de l'élargir en France et dans les pays voisins car Bure n'est pas un problème meusien ou haut-marnais: il nous concerne toutes aux quatre coins du pays, en Europe et au-delà! Un appel à actions décentralisées est lancé en 2014 : « Bure 365 : 1 an d'actions contre Cigéo, le nucléaire et son monde ».

La lutte sort également de Bure pour faire un infotour un peu partout, notamment à Montabot et Notre-Dame-des-Landes. Après plusieurs festivals à côté de Bure, les antinuk s'invitent les 5 et 6 septembre 2014 à Nancy pour dire *Nukoff!* à Cigéo dans le cadre d'un rassemblement participatif et autogéré¹⁴. En juillet 2015, le Conseil municipal de Mandres-en-Barrois vote pour l'échange de la forêt communale (Bois Lejuc) avec le Bois de la Caisse, propriété de l'Andra, malgré une précédente

14 *Nukoff!* 2014 (automedica, 10 min) sur bureburebure.info/videos

consultation des habitant·es au résultat majoritairement négatif. Un tiers des villageois·es signe une pétition contre cette délibération, un recours est déposé (suite à une plainte pour conflit d'intérêt et vote par bulletin secret non déclaré, l'échange du Bois Lejuc sera à nouveau voté favorablement en mai 2017). Cette décision permet au projet de passer de l'étape du laboratoire à celui d'acquisition des terrains favorables, alors même que Cigéo n'est pas encore déclaré par la Demande d'Autorisation de Création (DAC). Cela déclenche ainsi une intensification de la lutte sur le terrain. Le mois suivant un camp anti-autoritaire et anti-capitaliste international (VMC – Vladimir, Martine & Co., collectif organisateur, en hommage au camarade malgré lui, qui nous a débarrassé du patron de Total) rassemble 1 500 personnes à l'ancienne gare de Luméville¹⁵.

4) 2016-2017 : occupation du Bois Lejuc et résistances agricoles



A l'été 2016, l'Andra est sur le point d'entreprendre des travaux de défrichage du Bois Lejuc et ce, sans permis préalable. « Le pic-nic interminable » du 19 juin 2016 marque le début de la première occupation. À cette occasion des clôtures de l'Andra sont abattues. Après 3 semaines d'occupation, la forêt est expulsée le 7

¹⁵ Archives de la lutte à cette époque : nocigeo.noblogs.org ; vmc.bureburebure.info

juillet 2016 à 6h du matin. Pour empêcher l'accès au Bois Lejuc, l'Andra érige un mur d'enceinte en béton, toujours sans permis de construire. Après que l'Andra ait été condamnée pour ces travaux illégaux, une manifestation s'élance le 15 août 2016 dans le but d'abattre ce mur. Les semaines qui suivent, la forêt est de nouveau occupée jusqu'en février 2018.

Différentes dynamiques agricoles sont engagées ces années-là, notamment via le collectif Terres de Bure : tels que des semis de pommes de terre plantés dans les champs laissés en friche par l'Andra dès 2015 ; l'hectare de céréales semé sous les fenêtres du laboratoire en novembre 2015 ; ou encore les 500 m² de pomme de terres plantées en avril 2016 sur des terres qui appartiennent à l'Andra ; et tant d'autres projets encore jusqu'à nos jours..

5) 2017-2019 : la répression s'intensifie sur les opposant·es



Si des camarades en particulier étaient bel et bien surveillé·es, fiché·es, écrasé·es d'amendes, interdit·es de territoire etc., il n'y avait en revanche pas encore d'opération policière massive à l'échelle du mouvement. En juin 2017, la semaine d'action est marquée par un saccage éclair de l'hôtel-restaurant de l'Andra et donne

l'occasion de maquiller la résistance nucléaire en une « association de malfaiteurs » qui serait bien décidée à commettre des « incendies criminels », si ce n'est meurtriers. La militarisation du territoire s'intensifia dans les semaines qui suivirent. Le 4 juillet une cellule nationale d'enquête est créée en vue de procéder à des investigations sur les agissements délictueux commis par les opposant·es au projet Cigéo : la Cellule Bure.

Un nouveau cap en terme de répression est ensuite franchi lors de la manifestation du 15 août 2017. Le message est clair : une répression immédiate et sans concession. Cette journée de mobilisation se termina. en effet, avec de nombreux·ses blessé·es, dont l'un faillit perdre son pied dans l'explosion d'une grenade GLI-F4. Puis vinrent le 20 septembre 2017 et ses cinq perquisitions simultanées. À partir de cette période, de nombreux·ses personnes partout en Europe exprimeront leur solidarité avec les opposant·es sur place et créeront un peu partout notamment des comités de soutiens. Le 22 février 2018 à 6h, un mois après l'annonce de l'abandon de l'aéroport de Notre-Dame des Landes et à la suite du célèbre discours « Il n'y aura plus de ZAD en France », près de 500 gendarmes mobiles procèdent à l'expulsion des habitant·es du Bois Lejuc et à la destruction de toutes les cabanes.

Ils font également brutalement irruption dans la Maison de Résistance en interpellant un·e à un·e toutes les occupant·es¹⁶. À la suite de ces opérations de police, trois personnes sont placées en détention et condamnées à plusieurs mois de prison ferme. Entre février et juin 2018, les contrôles routiers et piétons sur zone deviennent incessants, menant assez souvent à des vérifications d'identité, des garde à vue, et parfois à des procès. Le 20 juin, peu après la manifestation du 16 juin 2018 à Bar-le-Duc, Bure se réveilla avec près de 200 gendarmes déployés, l'arrestation de 8 personnes, ainsi que la perquisition de 11 lieux de vie et d'organisation de la lutte¹⁷. Ces arrestations menèrent aux premiers interrogatoires des inculpé·es pour « association de malfaiteurs », dont le procès s'est déroulé à Bar-le-Duc les 1,2 et 3 juin 2021 (le rendu aura lieu le 21 septembre prochain). Le climat répressif sur le terrain avec la présence permanente des gendarmes, les

16 Voir la vidéo *Expulsions du 22 février 2018* sur bureburebure.info/videos

17 Informations tirées de la brochure *État des lieux de la répression à Bure, septembre 2019*

contrôles et les procès, ainsi que l'association de malfaiteurs avaient pour but de tuer la lutte contre Cigéo. Malgré cela, de nombreuses personnes ont continué d'habiter sur place et l'organisation d'évènements locaux s'est maintenue. Différents sabotages, notamment de forage pour la mise en place de Cigéo, se sont succédé et le Bois Lejuc s'est vu réoccuper une troisième fois durant quelques jours (juillet 2019).

6) 2019-aujourd'hui



Après les difficultés vécues (répression, trauma,..) en 2018-2019 et alors que les contrôles et la répression s'amenuisaient (toujours malgré des patrouilles régulières de gendarmes dans les différents villages des environs – mais sans contrôle systématique), de nouveaux évènements et manifestations à Bure et aux alentours ont continué de faire fourmiller les énergies et les liens. Pour 2019, on peut citer le deuxième festival des Bure'lesques¹⁸ (dont la 3ème édition, début août, a été reportée à 2022), les discussions et la manifestation Vent de Bure à Nancy, le week end et la manifestation des Bombes Atomiques¹⁹, la semaine de chantier à la

¹⁸ Site du festival : burefestival.org/

¹⁹ Site des Bombes Atomiques : bombesatomiques.noblogs.org/

Maison de Résistance ; pour 2020, la semaine antinucléaire et féministe et la manifestation des Bombes Atomiques, la semaine anti-carcérale à la Gare, la semaine antinucléaire à l'automne et la mobilisation « Nous sommes tous des malfaiteurs²⁰ » Malgré toutes les contraintes liées à la situation, les différents confinements²¹ ont également renforcé les connaissances et les liens entre les opposant·es, passant du temps à la Maison et dans les autres lieux collectifs. Et prochainement, les Rayonnantes!²²

7) Les enjeux d'aujourd'hui : 2021 et le risque de l'accélération des travaux



Alors que l'Andra n'a encore obtenu ni la Demande d'Utilité Publique (DUP), ni la Demande d'Autorisation de Création (DAC), le projet Cigéo progresse à petits pas et prépare le terrain par un certain nombre de travaux : tels que le nettoyage et du débroussaillage du terrain qui accueillera la future voie ferrée²³ ; l'acquisition de terrain par le biais de la SAFER pour convertir le site en terminal de fret pour Cigéo ; ou enfin les mesures souterraines par le travail de géomètres ou par le biais de boîtes vertes de forage (qui ont d'ailleurs, comme mentionné plus tôt, été l'objet de

plusieurs sabotages ces dernières années...)

Derechef, en 2020, la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) du projet Cigéo amorce une accélération prochaine des travaux. Cependant, cette procédure n'autorise pas la construction du centre de stockage lui-même : ce sera l'objet de la demande d'autorisation de création (DAC) de l'installation nucléaire, qui devrait être déposée d'ici 2022 (date à prendre avec des pincettes, cette échéance étant régulièrement repoussée par l'Andra qui a bien du mal à démontrer la sûreté de son projet). Grâce à la DUP, l'Andra pourrait démarrer les premiers travaux de Cigéo,

²⁰ Voir le site : nous-sommes-tous-des-malfaiteurs.noblogs.org/

²¹ Voir la brochure : *Fragments d'un confinement à Bure...* (nov.-déc. 2020) sur bureburebure.info/brochures/

²² Voir le site : rayonnantes.org/

²³ Voir le guide : *Des convois radioactifs à nos portes ?*

aits « aménagements préalables », c'est-à-dire l'expropriation des terres et habitations convoitées par l'Andra ; les déforestations, la mise à nu et l'artificialisation des terres agricoles et forestières telles que le bois Lejuc ; la construction d'un transformateur électrique ; la remise en état de dizaines de kilomètres de voies ferrées pour acheminer les déchets radioactifs ; la déviation de routes départementales ; la consommation d'une quantité très importante d'eau pour les travaux, nécessitant de pomper l'eau des sources à 20 km à la ronde ; la circulation incessante de nombreux poids lourds et engins de chantier, etc.

Loin du fatalisme et de la résignation, n'oublions pas que Cigéo n'est pas encore lancé. Il a déjà subi de très nombreux retards et les dossiers qui nous sont présentés sont toujours bancales. N'oublions pas que l'histoire de ce projet repose sur une opposition forte dès son origine et que l'Andra a été chassée de nombreux départements (Ain, Aisne, Maine-et-Loire, Deux-Sèvres...). N'oublions pas les morts de deux travailleurs de l'Andra en 2002 et 2016 suite au creusement des galeries au laboratoire de Bure/Saudron. Les causes du décès de 2016 n'ont toujours pas été élucidées. N'oublions pas non plus l'avis de l'Autorité environnementale en janvier 2021, qui émet de vives critiques concernant le projet de stockage des déchets.

Qui seront les prochain.es sacrifié.es ?

Le projet Cigéo est destructeur et mortifère. Que la DUP soit validée ou non, nous continuons à être déterminé.es à nous opposer à ce projet. Il est important de lutter contre cette DUP, ainsi que contre les expropriations et les déforestations qui en suivront²⁴.

24 Informations en partie tirées de la brochure *(En)jeux de DUPes pour Cigéo*

POUR ALLER PLUS LOIN...

Les sites internet :

- bureburebure.info
- et sites amis... bureburebure.info/sites-amis-antinucleaire-anticigeo/
- archives de la lutte 2015-2018 : vmc.bureburebure.info (ex-vmc.camp)
- archives de la lutte 2014-2015 : nocigeo.noblogs.org

Les brochures :

- *(En)jeux de DUPes pour Cigéo : décryptage des dernières démarches administratives de l'Andra* (juin 2021)
- *BrochBure* (janvier 2020) présente le contexte et retrace l'historique de la lutte de Bure et des différents groupes de lutte.
- *Déchets nucléaires : Mais vous, vous proposez quoi ?* (avril 2016)
- *Les 12 points contre le nucléaire du collectif RadiAction*, sur radiation.org
- *La terre est à nous – témoignages de paysan·nes en lutte à Bure* (2016)
- *État des lieux de l'appropriation foncière de l'ANDRA à Bure* (2016)
- *Des convois radioactifs à nos portes ? Petit guide d'information sur l'impact de l'enfouissement des déchets nucléaires à Bure/Saudron* (2021)
- *Trainstopping, Intervention dans les transports ferroviaires. Blocage et sabotage du trafic ferroviaire dans le contexte du mouvement antinucléaire.* (2019)

Les films :

- *Tous n'ont pas dit oui* (2013, Alain Riès, 25 min) (sous-titré en français, anglais, allemand italien)
- *Poubelle la vie* (2015, automedia, 57 min) (sous-titré en français et anglais)
- *Bure ou les ruines toxiques de la modernité* (2016, 23 minutes) (sous-titré en français, anglais, allemand, italien)

- *Bure été 2016-automne 2017* (montage vidéo, 2017, 24 minutes) (sous-titré en français, anglais, allemand, italien)

Émissions radio :

- Podcast de *Radio Parleur* présentant le contexte local (nov. 2019, 24 min)
radioparleur.net/2019/11/13/histoire-bure-nucleaire/
- Les émissions mensuelles de *RadioRadieuses* sur Fréquence Paris Plurielle
radiatoradieuses.noblogs.org/

BD et livres :

- La BD *100 000 ans*, Ed. Marabulle, 2020
- *Le nucléaire c'est fini*, La parisienne libérée, 2019



L'ENVERS de l'ANDRA

A 6h d'un matin brumeux de décembre, lors d'un conseil municipal surveillé par deux vigiles de l'ANDRA (Agence nationale de déchets radioactifs), la forêt de Mandres en Barrois est échangée dans des termes obscurs. Les habitants contestent la construction du projet CIGEO se poursuit toujours en toute illégalité derrière le paravent crasseux du laboratoire. Fin mai des machines ont commencé à déboiser une partie du bois occupe, dans lequel l'agence souhaiterait construire de gigantesques puits pour accéder à ses futurs 300 km de galeries à 500m sous terre. Dans celles-ci seront entreposés des déchets radioactifs pour plus de 100 000 ans. Le 19 juin, au terme d'une manifestation joyeuse, la forêt a été libérée par des centaines de personnes déterminées à ne plus se laisser atomiser par l'ANDRA. Mais celle-ci ne l'entend pas de cette oreille. Afin de mettre un coup de pression à ces défenseurs du bois-joli, elle mandate un huissier chargé de constater les dégâts occasionnés par l'occupation. Par souci d'universalité, celui sera clayonné sous les traits de l'huissier du film = les 3 frères.

